

Jean-Carles Grelier : « Il est urgent de sortir l'hôpital de l'impasse comptable dans laquelle on l'a enfermé depuis les ordonnances Juppé de 1995 »



Dans son livre "Nous nous sommes trompés", le député LR de la Sarthe, Jean-Carles Grelier, brosse un constat sans concession sur la gestion de notre système de santé et le désintérêt que cette question suscite dans la classe politique.

Avec Jean-Carles Grelier

Atlantico.fr : Dans "Nous nous sommes trompés" vous dressez le portrait d'un système de santé français à bout de souffle. Selon vous, c'est 25 ans d'erreurs qui ont donné lieu à l'actuelle crise du système de santé. Pourquoi 25 ans ? Y-a-t'il une décision qui a donné lieu à une multiplication d'erreurs ?

Jean-Carles Grelier : En effet, je parle dans mon livre de 25 années d'erreurs qui ont conduit à la crise du système de santé français mais en réalité, la source du problème actuelle, remonte à 1995. Selon moi, il faut donc remonter aux ordonnances Juppé de 1995 pour trouver l'origine de la crise que nous traversons. En outre, ces ordonnances ont institué la loi de financement de la Sécurité Sociale et ont conduit à isoler la santé des autres politiques publiques. Dès lors, nous sommes devenus obnubilés par le déficit de la Sécurité Sociale, lequel est rendu visible chaque année dans la loi de financement de la Sécurité Sociales. Obsession qui pousse à vouloir faire d'importantes économies alors même qu'on ne sollicite pas du tout le même effort de l'Education Nationale, de la Défense, de la Culture et des autres politiques publiques.

A ce jour les raisons de la crise du système de santé sont multiples -entre problèmes de gouvernance politique et absence de vision de la technostructure- mais l'élément premier demeure le même : depuis plus de 25 ans on tente de faire rentrer la santé dans un entonnoir budgétaire. Or, puisque tel quel, ceci ne sera jamais possible, cela explique pourquoi nous sommes en train de tuer tout le système à coups de boutons budgétaires.

La première erreur commise par les gouvernements successifs est selon vous, de n'avoir jamais donné à la santé la place politique qu'elle mérite. Pourquoi n'avoir fait du ministère de la santé qu'une sphère technique ?

Jean-Carles Grelier : À mes yeux, la santé devrait être le premier des sujets politiques. C'est la seule politique publique qui intéresse tous les Français, de la néonatalité jusqu'à la fin de vie. En effet, l'éducation ne concerne qu'une tranche de la vie ; la culture ne nous touche pas en permanence et ne touche pas la totalité de la population non plus. Mais, la santé concerne la totalité de la population de la naissance à la fin de vie. De plus, le choix du système de santé impacte durablement la société. Si vous choisissez la solidarité, comme c'est le cas en France depuis 1945, en mutualisant les moyens pour promouvoir un accès global au système de santé ou si vous mettez en place un système à l'américaine au sein duquel l'accès aux soins varie en fonction des moyens financiers, le modèle

sociétale qui en découle n'est pas le même ce qui démontre donc que la santé est avant tout un choix civilisationnel; Or, aujourd'hui on semble l'avoir oublié tant elle n'apparaît comme étant central ou motivé par une vision sociétale quelle qu'elle soit.

Depuis vingt-cinq ans, la santé n'intéresse plus les politiques. Elle est cantonnée à la sphère technique et j'en veux pour preuve la dernière campagne à l'élection présidentielle de 2017. Si vous vous souvenez bien, la plupart des programmes n'abordaient que très peu la question de la santé. C'est à cette époque-là que j'ai compris qu'un fossé se créait entre les Français, leurs attentes en matière de santé et les élites.

Prenons pour exemple Emmanuel Macron : lors de sa campagne présidentielle il n'avait pour ainsi dire pas de programme de santé complètement arrêté. Il lui a fallu deux ans pour s'en préoccuper réellement et proposer le projet "Ma santé 2022". Il a fallu deux ans pour que la ministre de la Santé fasse enfin voter une loi d'orientation sur le système de santé. Cela pose une question centrale : pourquoi sommes-nous sortis de l'équation ? Pourquoi ne se préoccupe-t-on pas plus de l'humain ? A mon sens, la place de l'Homme dans la société, la façon dont on est soigné, nous, nos enfants, nos parents âgés : cela devrait être une vraie préoccupation politique. Et effectivement, ça ne l'est plus depuis des années. Aujourd'hui, on laisse complètement tomber l'humain. Quand on ferme une maternité sans se soucier de savoir comment une femme enceinte va parcourir les 50 km qui la sépare de la nouvelle maternité, on se moque de l'humain. La même question se pose lorsque l'on ferme un plateau chirurgical : sans médecin, sans chirurgien, qu'arrive à l'homme ou à la femme qui fait une crise cardiaque ? Comment est-il pris en charge dans un département, comme le mien, qui manque de moyens financiers ?

Ces exemples montrent qu'il y a réellement un problème qui selon moi découle de décisions prises par l'ensemble des hommes et femmes politiques, tous partis confondus, qui ont dirigé la France depuis 25 ans. On ne se soucie plus du tout de l'efficacité du système de santé, on ne pense plus qu'à son coût. D'autre part, la santé aussi très largement été considérée comme un domaine technique dont les problèmes ne pourraient être réglés que par des techniciens c'est-à-dire les médecins. En ce sens, c'est donc devenu le seul problème des médecins. Prenons mon exemple : je ne suis pas médecin et pourtant je suis le premier à m'intéresser aux questions de santé. Un intérêt qui suscite bien des questions de la part de mes collègues à l'Assemblée, lesquels me demandent pourquoi n'étant pas professionnel de la santé je me suis pris de passion pour le domaine de la santé. Or, c'est tout bonnement ridicule : cela voudrait dire que seuls les médecins peuvent s'intéresser à l'avenir du système de santé. Et c'est exactement ce qui se passe aujourd'hui et ce qui explique une partie du problème : les solutions proposées ne sont issues que d'un petit entre-soi. [Depuis des années seul un petit groupe de personnes à des postes importants dans des fédérations et des syndicats de médecins sont à l'origine des prises de décisions en matière de santé. De l'autre côté, au ministère de la Santé vous avez un groupe de haut-fonctionnaires qui, se basant sur les idées des médecins, définissent la politique de santé du pays.](#)

Aujourd'hui alors que le personnel de santé -médecins, infirmiers, aides-soignants...- est en colère et que la crise ne fait qu'empirer, comment selon vous calmer l'hémorragie ? Par quoi commencer ?

Jean-Carles Grelier : À mes yeux, il y a trois mesures qui sont à prendre en parallèle. Pour se faire, il faudrait un investissement politique à très haut niveau qui relève du président de la République et du Premier ministre.

L'une des mesures centrales serait de mettre en place une loi de programmation du système de santé sur cinq ans, exactement comme on l'a fait pour les forces armées, par exemple. Durant ces cinq ans, on déciderait de toutes les mesures à prendre aussi bien en ce qui concerne l'hôpital, que les facs de médecine ou encore la formation des infirmières. En parallèle on remettrait le système à flot en intégrant à nouveau le budget de la santé au budget général de l'Etat et en mettant fin aux ordonnances Juppé, en mettant fin à la loi de financement de la Sécurité Sociale et en accordant un budget supplémentaire à la Santé. Pendant ces cinq années on sortirait également complètement les hôpitaux de leur situation d'endettement. Ainsi, à l'aide de toute ces mesures, on donnerait aux hôpitaux les moyens de s'en sortir au long terme afin d'éviter toute nouvelle situation d'endettement.

Ces cinq années de réflexion permettraient de repenser totalement le système de santé actuel, d'être plus créatif dans les solutions proposées et de créer de nouvelles recettes pour un système santé qui ne peut pas rester tel qu'il est aujourd'hui c'est-à-dire, quelque part, condamné puisqu'on ne peut continuer à augmenter continuellement la dette sans jamais régler les problèmes de fond.

[Les Français, aujourd'hui, n'ont plus accès à une médecine générale. Ils n'ont plus accès à une médecine de spécialité. L'Hôpital public ne tient plus debout. Il y a un tiers des cliniques privées dont les comptes sont dans le rouge. On ferme et on liquide tous les ans à peu près 200 officines de pharmacie. En 2017, on a liquidé 21 cliniques privées, ce qu'on n'avait jamais connu non plus, et on ne peut pas continuer comme ça.](#) La santé c'est un vrai enjeu et les Français l'ont bien compris notamment à la suite du grand débat national organisé par le président de la République, qui n'avait pas mis la santé dans les thématiques discutées. Ce sont les Français qui ont demandé que l'on parle du système de santé et qu'ils l'ont imposé. D'ailleurs, selon un récent sondage Vivavoice la santé sera au cœur des débats des élections municipales et sera également probablement le sujet majeur de l'élection présidentielle de 2022. Celui qui gagnera l'élection sera, entre autres, le candidat capable d'avoir une vraie lecture et une vraie vision pour la santé. Qu'est-ce qu'on fait de notre système de santé ? Dans cinq ans ? Dans dix ans ? Dans quinze ans ? Dans vingt ans ? Aujourd'hui, notre système de santé est réglé sur le même rythme que le budget de l'Etat. C'est à dire que l'horizon, c'est le 31 décembre de chaque année. On a aucune vision à long terme, aucune vision d'avenir.

Selon vous, la grande majorité de la classe politique n'a pas pris conscience de l'ampleur du problème et vous critiquez vivement les propositions en lien avec la refonte du système de santé. Néanmoins, y a-t-il une ou plusieurs personnalités qui ont un vrai projet de réforme du système de santé ?

Jean-Carles Grelier : Je vais sans doute vous paraître très sévère, mais je n'ai pas entendu aujourd'hui de propos réellement convaincants, de quelques personnalités politiques de premier plan, sur la santé. Je continue de penser que la santé est, aux yeux d'un certain nombre d'hommes et de femmes politiques, un sujet accessoire réservé à des techniciens et que ce n'est pas celui sur lequel il faut se pencher. Si vous les interrogez sur la sécurité, ils ont un discours. Si vous les interrogez sur l'emploi, ils ont un discours. Si vous les interrogez sur l'immigration, ils ont un discours. Si vous les interrogez sur la santé, ils sont secs. Moi, ce que je découvre depuis que je suis à l'Assemblée nationale, une fois encore, je ne suis pas un professionnel de santé, c'est que plus personne ne réfléchit à ces questions-là.

Vous semblez tout de même saluer le bilan de Xavier Bertrand dans votre livre ?

Jean-Carles Grelier : Je vais faire une petite nuance ! Je dis que Xavier Bertrand est le seul vrai politique à avoir été à la tête du ministère de la Santé et le seul vrai politique à avoir fait bouger les choses. Cela étant, je ne dis pas s'il les a fait bouger dans le bon sens ou dans le mauvais sens. Ce qui est certain, c'est que j'ai eu l'occasion de rencontrer Xavier Bertrand il n'y a pas très longtemps et que c'est la première fois que j'entends un politique me dire : « Je veux faire abstractions complète du fait que j'ai été ministre de la Santé pour me reforcer une idée de l'état de notre système de santé à la date d'aujourd'hui ». J'ai trouvé la démarche extrêmement intéressante. Parce que d'habitude, quand vous avez affaire à un ancien ministre, il vous raconte que le domaine n'a jamais été si bien géré qu'à l'époque où il était ministre.... Xavier Bertrand, visiblement, n'est pas dans cette logique-là. Je ne connais, cependant, aucune de ses propositions en matière de santé, mais sa méthode m'a plu.

Partout au sein de société française la grogne monte. Si l'on ne peut pas blâmer Emmanuel Macron pour l'ensemble des problèmes actuels, que faudrait-il vraiment pour que la vision négative qu'ont actuellement les Français de la société évolue ?

Jean-Carles Grelier : C'est un peu ce que j'ai essayé de mettre dans mon bouquin en partant du postulat que les maux de la santé étaient sans doute aussi les maux de la France et que si on arrivait à régler les uns on pourrait régler les autres.

Moi, ce que je vois dans ce pays aujourd'hui, ce sont plusieurs choses. La première c'est une défiance totale. On est dans un pays où il n'y a plus aucune confiance en personne. Alors, je ne vous parle même pas de la confiance envers la classe politique proche de zéro.... Je ne vous parle pas non plus de la confiance dans les médias.... Pire encore, on se rend compte que la confiance à l'intérieur des entreprises, entre employeurs et employés, est entamée et parfois même à l'intérieur de la cellule familiale. Tout le monde se méfie de tout le monde et on ne construit rien ensemble. Car quand on commence à se méfier de tout le monde, il n'y a plus rien qui nous rassemble et qui nous unis. J'ai été très frappé de voir qu'à l'occasion de la Coupe du monde de football ou à l'occasion de l'incendie de Notre-Dame de Paris, les Français savaient partager des choses ensemble et refaisaient peuple. Mais ils ne faisaient plus nation parce qu'il leur manquait quelque chose qui les unissent et qui fasse qu'ils aient le sentiment, malgré tout, d'appartenir à une même communauté.

Dans cette optique le premier élément, c'est de redonner de la confiance et pour redonner de la confiance à mes yeux, il faut, dans une société mature, passer de la loi au contrat. Arrêter de légiférer sur tout et redonner des espaces de contractualisation des espaces de dialogue. On aurait tout intérêt, plutôt que d'avoir un Code du travail qui fasse 1,5 kilo, de constituer un code allégé, avec un législateur qui fixe un cadre général avec les grands principes du droit du travail que l'on souhaite respecter. Et laisser tout le reste à la discussion et à la négociation. Et dans tous les autres pans de la société, ça, c'est réalisable. Le deuxième élément qui me paraît extrêmement dangereux pour notre pays aujourd'hui, c'est la communautarisation, comme l'a malheureusement dit Gérard Collomb quand il a quitté le ministère de l'Intérieur : « Aujourd'hui, on vit côte à côte, demain, on risque d'être face à face ». Mais même le «côte à côte» n'est pas satisfaisant parce que « côte à côte », ça ne permet pas de refaire un peuple et de refaire une nation. Il faut donc retrouver des endroits où des français d'origines différentes peuvent se parler et se rencontrer. Et si vous regardez bien dans la société française aujourd'hui, vous n'avez qu'un lieu où ça se passe comme ça : c'est le monde associatif. Vous y avez des gens qui ne pensent pas pareil, qui ne votent pas pareil, qui ne prient pas pareil et qui, malgré tout, partagent des moments, du plaisir et de la convivialité ensemble. Alors ça peut être dans une association de joueurs de boules, ça peut être dans une association humanitaire, peu importe.

L'idée, c'est de réfléchir à cette troisième voie entre le tout-public et le tout-privé. Je reste persuadé qu'il y a toute une partie du tissu associatif que l'on peut aider à se développer. Cela permet à des citoyens, comme cela se manifestait au moment des gilets jaunes, de redevenir des acteurs de la Cité. Je vais vous citer deux exemples. Un petit exemple local dans ma petite ville : mon cinéma est associatif. Ce sont des fous de cinéma qui l'animent et qui gère la salle. Et la ville ne fait que payer la logistique et quelques travaux ici ou là. Et pourtant on a les films en même temps que Paris. Tous ceux qui se sont investis dans l'association se sentent investis d'une vraie responsabilité. Et ça, ça n'a pas de prix. Mon deuxième exemple, il est national. Ce sont les Restos du cœur. Coluche ne l'aurait pas imaginé, mais aujourd'hui ils remplissent une véritable mission de service public au profit des populations. Imaginez que demain, les Restos du cœur deviennent une entreprise privée. Le modèle économique sera mort au bout de six mois. Au contraire imaginez que les Restos du cœur deviennent un service public : au bout de six mois les frigos seront vides. Dans tous les cas, on n'aura jamais le même service parce jamais on aura la même générosité, le même cœur, la même humanité qui est donnée par les bénévoles. Je reste persuadé qu'il faut qu'on réfléchisse à tout ce que font les sphère publique et privée et qui pourrait être mieux fait en impliquant le tissu associatif. Voilà quelques pistes de réflexions qui mériteraient, à mes yeux, d'être creusées dans les années qui viennent.

En revanche, je dois préciser une chose concernant l'éducation nationale à laquelle il faut cesser de trop en demander. Elle ne doit pas être le substitut des parents absents ou le centre de formation des bons citoyens. Son travail est d'abord de transmettre les savoirs et la connaissance. Parfois tout ce que voudrait les professeurs c'est d'avoir juste un peu plus de temps pour exercer leurs cours. Même si je ne nie pas la mission fondamentale de l'école dans la transmission des valeurs de la République. Mais même si cette dernière mission est importante il ne faut pas perdre de vue la crise qui traverse l'école dans son enseignement ou bien le communautarisme qui la gagne. Il y a problème quand on ne peut plus évoquer certaines périodes de notre histoire civilisationnelle, nationale ou religieuse. Car à ce moment-là : la mission première de transmission des savoirs ne se fait plus.

Il faut alors recréer, partout où c'est possible, des espaces et des lieux de dialogue. Sinon, effectivement, à force d'être côte à côte, on finira face à face et il y aura une implosion. Vous savez, je ne crois pas que la crise des gilets jaunes soit résorbée. Je suis très inquiet pour le devenir de la démocratie. Contrairement à ce que pensent beaucoup de penseurs politiques : la démocratie n'est pas définitivement installée. Les régimes politiques, quels qu'ils soient, connaissent tous des cycles. Il suffit de regarder ce qui se passe en Hongrie, en Turquie, en Pologne, en Italie et dans une moindre mesure avec le Brexit ou bien l'élection de Trump, pour se dire que la démocratie peut, elle aussi, être en danger.

Quels sont les deux grands dangers de la démocratie ? Pour commencer c'est une dérive monarchique de la part du pouvoir. Qui peut dire que ce n'est pas complètement le cas en France ? Emmanuel Macron n'a pas inventé la mode, mais il s'est quand même bien glissé dans le costume. Le second danger c'est l'ochlocratie. C'est le moment où, dans une démocratie, le pouvoir de la foule essaie de remplacer le pouvoir du peuple. Et si vous regardez bien, vous vous apercevez qu'il y a un an ou à peu près, on était à la limite de

la rupture d'un côté comme de l'autre.

Je pense donc qu'aujourd'hui, les politiques devraient un peu plus mesurer leurs actes, un peu plus mesurer leur parole et un peu plus se pencher sur une vraie réflexion. Qu'est-ce qu'on veut faire de notre pays demain ? Qu'est ce qui va rester de la nation demain ? Qu'est ce qui fait que l'on a encore envie d'être tous ensemble français, malgré nos différences, et de partager des choses en commun ? Et ça, très sincèrement, dans le discours politique, un peu partout sur l'échiquier, je ne l'entends pas beaucoup. Et je précise, je ne compte pas être candidat à la présidentielle ! J'ai 54 ans et j'ai cessé de jouer à ce genre de chose.